

Décision

(B)2132

8 octobre 2020

Décision modifiant la décision (B)2098 relative à la fixation du facteur de correction portant sur la 3^e période (05.10.2020 - 04.10.2021) pour la détermination du prix minimum des certificats verts délivrés pour l'électricité produite par les installations de la concession domaniale de Northwester 2

Article 14, § 1^{er}ter/1 de l'arrêté royal du 14 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et l'indemnisation des titulaires d'une concession domaniale *offshore* en cas d'indisponibilité du *Modular Offshore Grid*

Version non-confidentielle

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	3
1. BASE LEGALE	3
2. ANTECEDENTS	4
2.1. Généralités	4
2.2. Consultation	5
3. MODIFICATION DU CHAPITRE 4 DE LA DECISION (B)2098	5
4. DECISION	6

INTRODUCTION

La COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (CREG) examine ci-après, conformément à l'article 14, § 1^{er}/1 de l'arrêté royal du 14 juillet 2002, s'il existe une différence entre le prix de vente contractuel pour l'électricité et un prix nominal moyen égal à 90 % du prix de l'électricité. La CREG définit le facteur de correction sur la base de son examen.

La présente décision a été approuvée par le comité de direction de la CREG lors de sa réunion du 8 octobre 2020.

1. BASE LEGALE

1. L'article 14, § 1^{er}, 2^e alinéa, 1^o quater de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 est libellé comme suit :

« 1^o quater pour l'énergie éolienne offshore produite par des installations faisant l'objet d'une concession domaniale visée à l'article 6 de la loi, dont le financial close intervient à partir du 1^{er} juillet 2018, un prix minimal déterminé, sans préjudice des paragraphes 1^{er} quater et 1^{er} quinquies/1, sur la base de la formule suivante, et dont le montant ne peut en tout état de cause pas être négatif :

prix minimal = LCOE - [(prix de référence de l'électricité x (1-facteur de correction) + la valeur des garanties d'origine) x (1-facteur de pertes de réseau)],

où :

- le LCOE est égal à 79 euros/MWh ;

- sans préjudice de la possibilité, conformément au paragraphe 1^{er}ter/1, de fixer le facteur de correction par concession domaniale, le facteur de correction est égal à 0,10 ;

- la valeur des garanties d'origine correspond au prix de vente actuel obtenu par le titulaire de la concession domaniale pour les garanties d'origine qui sont délivrées en échange de l'électricité injectée ;

- le facteur des pertes de réseau est calculé chaque mois par la commission, pour chaque concession, sur la base de la différence entre la quantité d'électricité produite et la quantité d'électricité injectée dans le réseau. »

2. L'article 14, § 1^{er}ter/1 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 prévoit la procédure suivante pour l'adaptation des éléments pris en compte pour la détermination du prix minimal par concession domaniale :

« Pour chaque concession domaniale visée au § 1^{er}, alinéa 2, 1^o ter et 1^o quater, la commission adapte, sans effet rétroactif, le facteur de correction pris en compte pour la détermination du prix minimal. Pour ce faire, elle se base essentiellement sur le prix de vente de l'électricité produite tel qu'il résulte de l'offre que le titulaire de la concession domaniale visé à l'article 6 de la loi prend en considération en application de la législation en vigueur relative aux marchés publics, ou sur contrat d'achat de l'électricité produite après la conclusion de celui-ci. »

A cet effet, le titulaire de la concession domaniale transmet, aux moments suivants :

1^o la première fois, au plus tard quatre mois avant la date prévue du financial close,

2° ultérieurement, au plus tard quatre mois avant la fin de chaque période annuelle qui débute à la date du financial close,

toutes les informations à la commission, par porteur et avec accusé de réception et par voie électronique, relatives au prix de vente contractuel de l'électricité produite par les installations.

Dans le mois de la réception des données, la commission confirme au titulaire de la concession domaniale le caractère complet des données ou lui transmet une liste des informations supplémentaires à fournir.

La commission examine dans les deux mois après la confirmation du caractère complet des données s'il existe une différence entre le prix de vente contractuel pour l'électricité et un prix nominal moyen égal à 90 % du prix de référence de l'électricité.

Si la commission constate une différence, elle adapte le facteur de correction pour la concession domaniale concernée. Sans préjudice du § 1ersexies, la commission calcule le nouveau prix minimal pour l'achat de certificats verts, en application de la formule fixée au § 1er, alinéa 2, 1° ter. »

2. ANTECEDENTS

2.1. GÉNÉRALITÉS

3. La décision (B)2098 relative à la fixation du facteur de correction portant sur la 3^e période (05.10.2020 – 04.10.2021) pour la détermination du prix minimum des certificats verts délivrés pour l'électricité produite par les installations de la concession domaniale de Northwester 2 a été approuvée par la CREG lors du comité de direction du 17 juillet 2020. Le facteur de correction a été fixé à 18,95 % pour la période du 5 octobre 2020 au 4 octobre 2021.

4. Début septembre 2020, la CREG a été contactée par différents consommateurs d'énergie éolienne *offshore* concernant la qualité et l'exactitude des données publiées concernant la prévision de production *offshore* en *day ahead* (11h00) sur le site Web d'Elia. Ces données sont entre autres utilisées pour calculer le facteur de correction. Selon ces consommateurs, les données publiées pour l'horodatage « 11h00 » contiendraient en effet les données de prévision d'une heure ultérieure.

5. Dans sa lettre du 3 septembre 2020, la CREG a demandé à Elia de lui faire d'urgence toute la clarté sur l'exactitude des données relatives au champ « *day ahead forecast* (11h00) » pour la production éolienne. Outre l'historique du problème, la CREG demande également les valeurs correctes du « *day ahead forecast* (11h) ».

6. Le 11 septembre, Elia a confirmé par lettre à la CREG que, durant la période du 29 mai 2019 au 26 août 2020, les données publiées pour l'« *offshore day ahead forecast* » relatives à l'horodatage « 11h00 » contenaient des données de prévision d'une heure plus tardive. Outre des explications et un aperçu de l'historique, Elia a fourni les données correctes concernant la période du 29 mai 2019 au 26 août 2020.

7. Le 18 septembre 2020, la CREG a communiqué par e-mail à tous les parcs *offshore* et PPA-*offtakers* concernés que, suite à la publication erronée du « *day ahead forecast* (11h) » sur le site Web d'Elia pour la période du 29 mai 2019 au 26 août 2020, les facteurs de correction basés (en partie) sur cette période de référence n'avaient pas été calculés correctement. Elle a donc demandé aux parcs concernés d'introduire un dossier adapté du facteur de correction.

8. Dans sa lettre du 23 septembre 2020, Northwester 2 a soumis à la CREG un nouveau dossier pour l'approbation du facteur de correction portant sur la troisième période (qui commence le 5 octobre 2020 et s'achève le 4 octobre 2021). Le nouveau facteur de correction est calculé sur la base du « *day ahead forecast* » corrigé.

9. Le projet de décision (B)2132 modifiant la décision (B)2098 relative à la fixation du facteur de correction portant sur la 3^e période (05.10.2020 -04.10.2021) pour la détermination du prix minimum des certificats verts délivrés pour l'électricité produite par les installations de la concession domaniale de Northwester 2 a été approuvé par la CREG lors du comité de direction du 1^{er} octobre 2020.

2.2. CONSULTATION

10. Conformément à l'article 33, § 1^{er} du règlement d'ordre intérieur du comité de direction de la CREG¹, le comité de direction est tenu d'organiser une consultation publique avant de prendre une décision, sans préjudice des exceptions visées à la section 3 du chapitre 4 du règlement d'ordre intérieur. Pour qu'il y ait consultation publique, une consultation doit être organisée sur le site Web de la CREG.

Conformément à l'article 41 du règlement d'ordre intérieur, le comité de direction peut décider d'organiser une consultation non publique si sa décision n'aura d'effets juridiques que sur une seule personne ou sur un nombre limité de personnes identifiables en limitant la consultation aux personnes concernées.

11. Le comité de direction de la CREG a estimé que la décision n'avait d'effets juridiques que sur le demandeur, à savoir Northwester 2, et a dès lors décidé de tenir une consultation non publique sur le projet de décision et de consulter uniquement Northwester 2 dans ce cadre.

12. Le 2 octobre, la CREG a reçu une lettre de Northwester 2, dans laquelle cette dernière déclare ne pas avoir de remarques sur le projet de décision.

3. MODIFICATION DU CHAPITRE 4 DE LA DECISION (B)2098

13. Le 23 septembre, la CREG a reçu le dossier adapté pour l'approbation du facteur de correction (20,35 %) pour la troisième période qui commence le 5 octobre 2020 et s'achève le 4 octobre 2021. Northwester 2 a également transmis tous les paramètres, ainsi que le calcul du facteur de correction.

¹ Règlement d'ordre intérieur du comité de direction de la CREG, publié le 14 décembre 2015 au Moniteur belge et modifié le 12 janvier 2017.

14. Le facteur de correction est calculé conformément à l'article 5.3 du contrat de vente d'électricité conclu entre Northwester 2 SA et RWE Supply & Trading GmbH :

[CONFIDENTIEL]

15. Dans sa décision (B)1832, la CREG avait déjà jugé que le calcul du facteur de correction était conforme au marché.

La CREG vérifie si le facteur de correction de 20,35 %, qui s'applique du 5 octobre 2020 au 4 octobre 2021, est correctement calculé. Elle a examiné l'exactitude des données sources et vérifié l'application de la formule. La CREG constate que le facteur de correction de 20,35 % reflète fidèlement l'application de la formule figurant dans le contrat de vente d'électricité conclu entre Northwester 2 SA et RWE.

4. DECISION

Vu l'article 14, § 1^{er}ter /1 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 fixant la procédure d'adaptation des éléments pris en compte pour la détermination du prix minimum pour chaque concession domaniale ;

Vu le rôle de la CREG prévu à l'article 14, § 1^{er}ter/1 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, qui consiste à déterminer s'il existe une différence entre le prix de vente contractuel pour l'électricité et un prix nominal moyen égal à 90% du prix de référence de l'électricité ;

Vu la décision (B)2098 du 17 juillet 2020 ;

Vu le dossier de demande adapté du 23 septembre 2020 ;

La CREG décide de remplacer le chapitre 4 de la décision (B)2098 par le chapitre 3 de la présente décision.

La CREG décide de fixer à 20,35 % le facteur de correction du prix de référence de l'électricité pour la période du 5 octobre 2020 au 4 octobre 2021.

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Laurent JACQUET
Directeur



Koen LOCQUET
Président f.f. du comité de direction